

Quatrième exemple: les deux plans prévoient l'arrêt—à des stades différents, il est vrai—de la production de matière fissile pour engins de guerre, ainsi que la conversion des stocks existants à des utilisations civiles. Le volume accru des réductions *initiales* proposées ici même par le représentant des États-Unis le 19 mars indique que les stocks seraient considérablement réduits une fois terminée la deuxième étape. Voici qui rapproche les États-Unis de l'URSS selon laquelle tous les stocks devraient être supprimés à la deuxième étape. A notre avis, d'autres négociations permettraient d'aboutir à un accord complet.

Cinquième exemple: les deux plans tendent à empêcher une plus grande diffusion des engins nucléaires. Il y a quelques mois, à la seizième session de l'Assemblée générale, tous les membres de l'ONU ont souscrit à une proposition de l'Irlande en faveur d'un accord international en ce domaine. Pour mettre cette recommandation en œuvre, il s'agit de prendre maintenant une décision.

Sixième exemple: aux termes du plan américain et du projet de traité soviétique, les armements classiques seraient réduits dès la première étape. Les Soviétiques envisagent des réductions proportionnées à celles des effectifs. A notre deuxième séance, le représentant des États-Unis a mis de l'avant des propositions fixant les réductions à 30 p. 100. Ma délégation voit là un rapprochement entre les deux principales puissances militaires. Il conviendrait d'entamer immédiatement des négociations de détail pour aplanir les points de divergences qui subsistent.

Septième exemple: dans le domaine essentiel du désarmement nucléaire, les États-Unis ont aussi opéré un rapprochement sensible en proposant de réduire aussi de 30 p. 100 à la première étape les véhicules d'engins nucléaires. Le projet de traité soviétique exige pour la première étape la suppression totale de ses véhicules. Toutefois, étant donné l'ampleur des réductions initiales proposées par les États-Unis, et l'entente sur le principe de l'équilibre à maintenir, ma délégation estime que des négociations détaillées devraient amener les deux grandes puissances militaires à s'entendre sur des réductions par étapes.

Voilà sept points—et il en existe probablement d'autres—où les possibilités d'entente sont déjà appréciables. Il y a d'autre part une deuxième catégorie de problèmes au sujet desquels les divergences de vue sont plus accusées et passablement bien connues en général. Je n'en traiterai pas longuement aujourd'hui, sauf pour ce qui est de la question essentielle de l'arrêt des expériences nucléaires, qui appelle une attention toute spéciale.

Le Canada a déploré que l'URSS ait mis fin en août dernier au moratoire de trois ans, car nous nous opposons à tout essai d'engin nucléaire. A cet égard, nous sommes du même avis que la plupart des autres pays. Les principales puissances nucléaires n'ont-elles pas déclaré elles-mêmes au cours de la présente conférence qu'elles aimeraient voir cesser toutes les expériences en ce domaine. Toutefois, faute d'une entente sur l'inspection, elles se trouvent aujourd'hui dans l'impossibilité d'en arriver à un accord final. Est-ce qu'il n'y a pas d'autre choix que celui d'une nouvelle série d'essais, avec tous les effets nocifs qui peuvent suivre? N'est-il pas possible, au sein de notre comité, de faire l'effort supplémentaire nécessaire pour mettre fin à l'impasse? A mon avis, cet effort doit être consenti, sans quoi l'utilité de la présente conférence serait elle-même compromise. Les dépêches proclament les unes après les autres que notre conférence sur le désarmement est vouée à l'échec. Elles se fondent sur les pourparlers entre les puissances nucléaires auxquels n'ont pas été mêlés les délégués réunis maintenant. Le manque d'accord qui a caractérisé ces pourparlers est à l'origine de l'opinion publique selon laquelle notre conférence n'aurait aucune chance de réussir. C'est là une situation déplorable, qui j'espère, sera éclaircie par les correspondants de nos pays. Tout d'abord, il nous serait très utile de recevoir un rapport sur les pourparlers officieux entre les trois participants. Il ne saurait être question d'arrêt des expériences pour les pays qui ne possèdent pas d'engins nucléaires; toutefois, nous pouvons et devons exhorter les puissances nucléaires à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que la solution ne soit pas différée plus longtemps. Il existe une troisième catégorie de problèmes où l'étendue et la nature du désaccord entre les deux parties sont loin de ressortir clairement. Comme on l'aura sans doute noté, j'ai mentionné antérieurement des cas de désaccord évident, facile à saisir. Il nous faut maintenant nous en prendre à cette troisième catégorie de divergences, en entamant, tout d'abord, une discussion poussée, grâce à laquelle nous comprendrons clairement les positions des deux parties en présence. Si nous voulons sortir de l'impasse des malentendus, il nous faut mettre en pleine lumière les intérêts respectifs des deux camps, et étudier en toute bonne foi une possibilité de compromis.

Parmi les questions fondamentales qui exigent l'application de cette méthode, je range celle du contrôle. Le désir sincère du Canada de collaborer à un système de désarmement contrôlé ressort de l'offre, toujours valable, de mon gouvernement, qui consent à ce qu'un tel contrôle soit étendu à nos territoires du